

Repères sur les dynamiques agricoles en Méditerranée

BERTRAND HERVIEU*

A l'occasion de la sixième réunion des Ministres de l'Agriculture des Etats membres du CIHEAM, un panorama synthétique des tendances lourdes et émergentes de la situation agricole et rurale en Méditerranée a été proposé. Incontournable, l'agriculture constitue un secteur stratégique pour les sociétés et les économies du Bassin méditerranéen. Ce constat repose sur un éventail de déterminants, mais cinq dynamiques majeures peuvent, à elles seules, en résumer la teneur : l'évolution démographique, la vulnérabilité des échanges agricoles, l'enjeu du développement rural, le défi environnemental et la question de la sécurité alimentaire quantitative et qualitative. Une variable socio-démographique déterminante

En l'espace d'un demi-siècle, la population méditerranéenne va presque doubler, passant de 285 millions d'habitants en 1970 à 525 millions à l'horizon 2020. Mais cette croissance démographique est cependant contrastée car si le Nord de la Méditerranée voit sa population se stabiliser depuis plusieurs décennies, à l'inverse, la rive Sud connaît une explosion démographique impressionnante. En 2005, un tiers de la population en Méditerranée réside encore en milieu rural et un tiers des actifs dans les pays de la rive Sud opèrent toujours dans le secteur agricole. Cette population rurale et agricole a naturellement gonflé sur la rive Sud avec le boom démographique, tandis qu'au Nord, parallèlement, la population rurale accélérât sa décroissance tout comme le nombre d'actifs agricoles. En ce début de XXIème siècle, ne nous trompons donc pas : la Méditerranée n'est pas uniquement urbaine, littoralisée et axée sur les services.

Une situation agro-commerciale préoccupante

La dégradation des balances agro-commerciales des pays partenaires arabes méditerranéens mérite une attention toute particulière. En effet, depuis trois décennies, ces pays sont dans une situation chronique de dépendance alimentaire et certains Etats semblent désormais se situer dans des déficits

structurels lourds (Algérie, Egypte). Ainsi, on constate un solde négatif de près de 9 milliards \$ en 2004 pour les relations agro-commerciales des PPM avec l'ensemble du Monde. Seule la Turquie présente en fait une balance positive, sachant qu'elle contribue pour 48% des exportations agricoles des PPM vers le Monde.

Sur le plan des échanges euro-méditerranéens, trois messages importants doivent être formulés :

- D'abord, l'asymétrie des relations commerciales : l'Union européenne (UE25) commerce avec les dix PPM pour uniquement 2% de ses importations et exportations agricoles, mais polarise en revanche 52% de leurs exportations agricoles et couvre 28% de leurs importations. On a donc un différentiel très net entre le Nord et le Sud du Bassin en termes d'intensité agro-commerciale ;
- Ensuite, l'équilibre trompeur des échanges euro-méditerranéens : ceux-ci sont favorables aux PPM (+0,6 milliards \$ en 2004) simplement parce que la Turquie, à elle seule, contribue pour près de la moitié des exportations agricoles des PPM vers l'UE25. Résultat, sans la puissance agricole turque, la balance commerciale agricole des PPM est déficitaire avec l'Europe (1,5 milliards \$ en 2004) ;
- Enfin, l'ouverture des PPM sur le marché mondial : malgré leur préférence commerciale pour l'UE25, en 2004 ils se sont approvisionnés à 72% dans le reste du Monde. L'Europe n'est donc pas l'unique puissance exportatrice vers le Sud de la Méditerranée : Etats-Unis, Argentine, Brésil ou Australie sont des acteurs commerciaux importants, comme en attestent les exportations céréalières de ces pays vers les pays du Sud de la Méditerranée. L'attitude du Maroc, qui signe en 2004 un accord de libre-échange avec Washington, montre par ailleurs que certains PPM cherchent aujourd'hui à nouer des alliances politico-commerciales hors du périmètre euro-méditerranéen.

Un développement rural vulnérable

L'urgence à développer les zones rurales du Sud de la Médi-

*Secrétaire Général du CIHEAM, Paris

terranée constitue un enjeu majeur dans la problématique régionale. Cet impératif reste prioritairement centrée sur la lutte contre la pauvreté, fléau persistant dans les campagnes. Le nombre de personnes vivant avec moins d'un dollar par jour aurait même augmenté depuis 1990, décennie au cours de laquelle, les effets des programmes d'ajustements structurels ont pesé sur le processus de développement de ces pays. Si au cours des décennies 1970 et 1980 des progrès importants avaient été enregistrés dans les PPM, l'ennui depuis les années 1990 provient non seulement du mal-développement qui se perçoit mais aussi du non-développement qui, parfois, se ressent. Les infrastructures socio-collectives font défaut ou se dégradent (accès à l'eau, accès aux services sanitaires, accès à l'éducation), sans oublier l'inégalité des genres qui demeure toujours plus forte qu'en milieu urbain.

Enfin, dans ces pays, le risque existe de voir à nouveau se déséquilibrer les territoires : c'est la réapparition d'une fracture intra-régionale. Dissimulé derrière les multiples failles qui traversent en longitude le Bassin méditerranéen, le clivage semble s'aggraver parallèlement entre les zones urbaines littorales et les espaces ruraux intérieurs. A l'ouverture sur la mondialisation des villes répondent la marginalisation et la paupérisation des campagnes. Tout se passe comme si le Sud de la Méditerranée n'avait plus besoin de ses arrière-pays pour se développer ; le salut arrivant, selon un credo libéral discipliné, par les échanges et l'arrimage extérieur. Si les villes côtières sont propulsées sur l'avenir, à l'inverse, les territoires ruraux quant à eux sont renvoyés au siècle dernier.

Un pluriel de défis environnementaux

L'enjeu environnemental dans le Bassin méditerranéen se pose à de multiples niveaux, avec à la fois le changement climatique, la désertification, l'érosion des sols et les pollutions aériennes et maritimes. Au cœur des tensions écologiques, c'est la question de l'eau qui figure comme la plus préoccupante. Cette ressource rare est très inégalement répartie en Méditerranée, avec 75% des disponibilités sur la rive Nord. Aujourd'hui, près de la moitié de la population mondiale pauvre en eau (moins de 1000m³/hab/an) se trouve dans la région méditerranéenne. Alors que l'agriculture absorbe environ 80% des ressources en eau dans les PPM et qu'une bonne partie de ce volume est perdu faute de réseaux d'adduction performants, une fracture hydraulique se renforce actuellement entre catégories aisées et pauvres pour qui l'accès à l'eau potable est sensiblement différent. Désormais, bien plus qu'en Europe, la qualité de l'eau est devenue dans ces pays un facteur de discrimination sociale.

Une sécurité alimentaire quantitative maîtrisée mais qualitativement fragilisée

Face à l'ampleur de la croissance démographique dans la région et

de la dégradation constatée des équilibres agro-commerciaux, la question de la sécurité alimentaire pour les populations méditerranéennes reste entière. Avec d'abord sa dimension quantitative, car la malnutrition reste un fléau non négligeable (environ 4% de la population du Sud de la Méditerranée souffre d'une sous-alimentation quotidienne) et numériquement en croissance sous l'effet de l'explosion démographique (7 millions de personnes en 1990, 9 millions en 2002). Sur le quantitatif, l'exemple de la dépendance céréalière pour la très grande majorité des pays méditerranéens doit être rappelé, avec deux chiffres illustratifs : la Méditerranée représente actuellement 22% des importations céréalières mondiales mais ne concentre que 7% de la population du globe. Quant aux PPM, ils attirent 12% des importations mondiales de céréales alors qu'ils ne comptent que pour 4% de la population du Monde. Ensuite, la dimension qualitative doit être réexaminée car l'alimentation méditerranéenne se dégrade, avec un alignement sur le modèle de consommation anglo-saxon : le modèle crétois, vanté par l'OMS, se délocalise et gagne les espaces occidentaux tandis que la Méditerranée s'en éloigne. A titre d'exemple, la forte progression de l'obésité et du surpoids, notamment chez les populations les plus jeunes (au Maghreb, 17% des enfants de moins de 5 ans).

Conclusion

Pour toutes ces raisons, il convient de mettre la question agricole et rurale au centre de la coopération euro-méditerranéenne, à l'heure où celle-ci s'essouffle et semble en panne de projets. Si l'Europe souhaite pouvoir peser sur la scène internationale, elle ne peut ignorer l'aire méridionale qui la ceinture. C'est par une coopération pionnière avec la rive Sud que l'Europe sera en mesure de jouer un rôle dans la mondialisation, en explorant les futurs d'un co-développement durable où les variables humaines, sociales et environnementales seraient tout aussi déterminantes que les composantes économiques et politiques. Sollicité par les urgences de la région, basé sur les particularités de la zone et fondé sur l'audace de sa mobilisation, ce scénario pourrait s'articuler autour de sept domaines interactifs de coopération : la formation-recherche, l'entrepreneuriat privé, le tourisme, l'agriculture, la santé, l'environnement et les infrastructures.

A condition toutefois de construire un cadre euro-méditerranéen commun à tous les Etats, chapeautant ces sept priorités d'action, pour ne pas s'enfermer dans des relations de voisinage bilatérales où l'unilatéralisme prend souvent le pas sur le multilatéralisme. Le futur du Bassin méditerranéen ne doit donc pas se résumer demain à un simple élargissement du grand marché unique européen. Réagir ensemble pour ne pas s'affaiblir séparément : finalement, cette Euro-Méditerranée à réinventer offre l'opportunité d'une mondialisation réussie car humaine, solidaire et responsable.